

الجمعية التونسية لتفعيل الحق في الاختلاف
Association Tunisienne pour la Promotion du Droit à la Différence



Zoom sur

Infos

Du 14-09-2015 au 20-09-2015

Presse francophone

sources

infos



14-09-2015

Réconciliation économique : A la recherche d'un consensus

Trouver un terrain d'entente entre ceux qui soutiennent la réconciliation économique et ceux qui y sont totalement opposés

C'est aujourd'hui que les parrains du Dialogue national, l'Uggt, la Ligue tunisienne des droits de l'Homme et l'Ordre national des avocats tiendront une réunion au cours de laquelle ils essaieront de proposer une solution consensuelle sur le projet de loi sur la réconciliation économique. Toutefois, l'Utica n'a pas été invitée à y participer et c'est l'Institut arabe des droits de l'Homme qui complétera le quatuor du Dialogue national. Une source informée auprès de la Ligue tunisienne de défense des droits de l'Homme confie à La Presse: «Nous n'avons rien contre l'Utica et nous ne cherchons pas à l'exclure de nos concertations. Seulement, ces derniers jours, nos échanges ont touché l'Uggt et les avocats. Cependant, nous ne voyons aucun inconvénient à ce que l'Utica rejoigne notre réunion». Il ajoute : «Notre rencontre d'aujourd'hui s'inscrit dans notre conviction selon laquelle les parrains du Dialogue national peuvent jouer un rôle important en matière de rapprochement des points de vue de ceux qui défendent le projet de loi sur la réconciliation économique, d'une part, et ceux qui y sont opposés, d'autre part. Nous considérons que nous pouvons parvenir à un consensus de nature à satisfaire les deux parties, tout en préservant le processus présidant à la justice transitionnelle. Pour nous, au sein de la Ligue des droits de l'Homme, il est possible, si l'intérêt national l'exige, de procéder à la révision de la loi portant création de l'Instance vérité et dignité et à la reconstitution de son conseil de direction qui a été élu — faut-il le rappeler — sur la base des quotas. Aujourd'hui, la donne a changé et ce n'est pas un sacrilège si l'Instance vérité et dignité évolue elle aussi en réponse aux changements que vit le pays.

Et si El Béji faisait appel à la Ligue et aux avocats A la question de savoir comment la Ligue des droits de l'Homme et les avocats réagissent-ils à leur mise à l'écart des rencontres au sommet que tient le quintette au palais de Carthage afin de trouver des solutions aux problèmes en face desquels le gouvernement de Habib Essid est resté impuissant, notre source précise : «Ils auraient dû nous associer à leurs sommets, au vu du rôle que nous avons joué dans le cadre du Dialogue national. Peut-être qu'en commençant avec les questions sociales, (les augmentations salariales et la crise opposant les syndicats de l'enseignement primaire et secondaire au ministère de l'Education), ils ont considéré que notre présence n'était pas indispensable. Les parrains du Dialogue national ne limitent

pas uniquement leurs interventions à la réconciliation économique. Ils veulent avoir aussi leur mot à dire lors du congrès national contre l'extrémisme prévu les 24 et 25 octobre prochain. «Hier, à l'occasion de la tenue du Conseil national de la Ltdh, les présents ont évoqué la participation des parrains du Dialogue national au congrès en question sur la base de la stratégie d'action déjà définie lors de la conférence nationale tenue en avril 2014 à l'encontre de la violence et du terrorisme. Nous n'avons pas été invités jusqu'ici par la commission qui prépare le congrès de fin octobre prochain. Au cas où nous y serions conviés, on fera en sorte que la feuille de route qui en sera issue prenne en considération les recommandations et les visions de notre conférence nationale. Idem pour le manifeste qui a sanctionné les travaux de la conférence tenue à la mi-juillet par les intellectuels tunisiens rassemblés durant deux journées au Palais des congrès de Tunis pour crier leur rejet du terrorisme sous toutes ses formes et leur engagement à l'éradiquer » .

DERMECH A



14-09-2015

Quatre mille réfugiés syriens actuellement en Tunisie

Environ 4 mille réfugiés syriens se trouvent actuellement en Tunisie dont la majorité bénéficie d'aides sociales, a annoncé lundi le secrétaire d'Etat chargé des affaires de l'immigration et de l'intégration sociale, Belgacem Sabri. Dans une déclaration aux médias à l'occasion de l'ouverture de la première école d'été en Tunisie sur la migration, Sabri a fait savoir que l'Etat a alloué des aides occasionnelles au profit des réfugiés syriens à travers l'Union tunisienne de solidarité sociale.

« La Tunisie considère les réfugiés syriens sur le même pied d'égalité que les citoyens tunisiens », a souligné Sabri précisant, à ce propos, que les réfugiés bénéficient de la couverture sanitaire dans les établissements publics de santé et que la majorité de leurs enfants sont scolarisés dans des établissements éducatifs tunisiens. Le secrétaire d'Etat de l'immigration a indiqué par ailleurs, que l'Etat tunisien ne pourra pas accueillir de nouveaux réfugiés syriens compte tenu des moyens limités du pays résultant de la situation économique actuelle



15-09-2015

La détention du blogueur Abdelfatteh Said, une affaire politique selon le comité de défense

La détention du blogueur tunisien Abdelfatteh Said, depuis 17 juillet dernier, est selon le comité de défense du blogueur, une affaire politique qui s'inscrit dans un contexte général marqué par la multiplication des procès d'opinion.

Au cours d'une conférence de presse lundi au siège du Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT), Me Samir Ben Amor, porte-parole du comité de défense du blogueur a fait état de plus de 50 arrestations effectuées au lendemain de l'attentat de Sousse, le 26 juin 2015.

Il a cité le nombre des activistes sur les réseaux sociaux appréhendés pour avoir exprimé des doutes sur la version officielle de l'attentat qui a coûté la vie à 38 touristes étrangers.

Selon la défense du blogueur qui en appelle à la présidence de la République, ce procès porte atteinte aux libertés et aux valeurs démocratiques.

Arrêté le 17 juillet dernier Abdelfatteh Said, professeur de Mathématiques, a été transféré devant l'unité de recherche dans les crimes terroristes.



15-09-2015

Chafik Sarsar: la loi des municipales doit être publiée avant le 4 avril 2016 pour pouvoir organiser les élections en 2016

Le président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE) Chafik Sarsar a appelé, mardi, à la publication officielle de la loi électorale sur les municipales avant le 4 avril 2016, pour pouvoir organiser les élections en octobre de l'année prochaine. "Le projet de loi n'a pas été encore présenté officiellement au parlement.

Il devrait être soumis au débat parlementaire dans les plus brefs délais", a précisé M. Sarsar, lors d'un point de presse. L'ISIE oeuvre actuellement à l'élaboration du calendrier électoral. Une réunion est prévue jeudi en présence des différents acteurs, dont le chef du gouvernement, pour discuter une feuille de route pour l'échéance électorale de 2016. Pour sa part, Habib Khedr, vice-président du parlement a attiré l'attention sur la nécessité d'adopter, en plus de la Loi sur les municipales, une série de textes portant sur les aspects financiers, ceux prévus dans le chapitre relatif au pouvoir local dans la Constitution mais aussi sur le découpage territorial.

"Ces textes devraient intervenir à l'initiative du pouvoir exécutif", a-t-il noté. Une liasse de textes de loi portant sur les municipalités sera soumise prochainement à l'examen d'un conseil des ministres, avant d'être proposée pour adoption par l'Assemblée des représentants du peuple.

Sans les femmes, les réfugiés Syriens seraient perdus

Dans son exode, poursuivi par la guerre et la misère, la population syrienne a suscité, dans un premier temps, l'empathie des Européens, une empathie qui s'est rapidement dissipée pour laisser place à une hypocrisie et un rejet flagrants. Lentement mais sûrement, de la Hongrie jusqu'en Suède, de hauts responsables gouvernementaux ont exprimé leur refus d'accueillir une population qui constitue, selon eux, une menace pour l'identité chrétienne de l'Europe.

Du coup, sur son chemin, la population syrienne se trouve être de plus en plus handicapée par des obstacles idéologiques et culturels qu'elle ne peut franchir sans un soutien fort et réconfortant.

Ce soutien, il ne viendra pas d'ailleurs. C'est en Europe que les réfugiés syriens le puiseront. Il s'agit d'un soutien spontané et sans conditions et l'Allemagne fut la première à l'exprimer par le biais de sa chancelière Angela Merkel.

Dès le début de la crise, la chancelière allemande n'a pas tardé à faire preuve de solidarité envers le peuple syrien trainant dans son sillage la majorité des dirigeants européens.

De par son intervention en faveur des réfugiés, Angela Merkel a mis dans l'embarras ces dirigeants et les a contraints à faire de plus en plus d'efforts pour élever leurs capacités d'accueil.

La chancelière allemande n'est certainement pas indifférente par rapport à l'intérêt économique et social que peut représenter l'accueil des réfugiés syriens pour l'Etat Allemand. Il faut, cependant, admettre que, pour un Etat, s'apprêter à accepter plus de 800 000 demandeurs d'asile d'un seul coup ne peut témoigner que de la tolérance et de la bonté de ses dirigeants.

En dépit de l'opposition de tout un continent, Merkel, qui paraît pourtant si tendre et vulnérable, a su se tenir du côté des plus faibles, leurs offrant la possibilité d'avoir une vie meilleure loin de la guerre et surtout une raison de continuer à garder espoir. En se positionnant de la sorte Angela Merkel est très rapidement devenue un symbole et une source d'inspiration.

Elle est devenue une source d'inspiration car dans son élan de tolérance est de compassion elle est parvenue à inspirer plus d'un ou plutôt plus d'une !

Trop préoccupés par leurs intérêts strictement matériels et par les enjeux électoraux les hommes politiques européens se sont complètement désintéressés des efforts risqués de M.Merkel. Ce sont alors les femmes politiques qui s'étaient inspirés de l'initiative courageuse de la chancelière allemande et qui ont suivi son exemple.

En Espagne, Etat européen qui a adopté une approche hostile aux demandeurs d'asile, deux femmes politiques sont sorties du lot. Il s'agit d'Ada Colau et de Manuela Carmena qui sont respectivement maires de Barcelone et de Madrid.

Au tout début de la crise migratoire ces deux femmes ont su acculer le gouvernement dans sa stratégie opposée à l'accueil des réfugiés en s'adressant

directement au peuple espagnol et en incitant la société civile à intervenir à travers les multiples appels qu'elles ont lancé.

L'appel de Barcelone d'Ada Colau fut le premier, un appel dont l'objectif principal est : « La création d'un réseau de villes refuges européennes pour offrir un foyer aux milliers de civiles qui fuient la guerre ». Toute l'Espagne a répondu à cette initiative, des mouvements similaires se sont mis en place dans d'autres grandes villes comme Valence, le message au gouvernement était clair, l'Etat peut marchander avec l'union européenne autant qu'il le souhaite mais grâce à ces deux femmes qui sont, certes, responsables dans l'administration espagnole, mais avant tout qui sont simples citoyennes, la société civile est organisée est prête à accueillir les réfugiés !

L'élan de solidarité avec les réfugiés syriens provoqué par Angela Merkel ne s'est pas arrêté en Europe. De l'autre coté de l'Atlantique, avec plus de 2000 milles réfugiés syriens, le Brésil est le pays d'Amérique latine qui a accueilli le plus de ressortissants syriens depuis le début de la guerre civile.

Tout comme l'Allemagne, le Brésil est dirigé par une femme, Dilma Rousseff qui paraît nettement moins tendre et vulnérable qu'Angela Merkel mais qui agit avec le même courage et la même détermination en faveur des réfugiés syriens. Lundi 7 septembre dernier, alors que l'Europe était désorientée par l'afflux de migrants, elle avait déclaré que le Brésil est disposé à accueillir ceux, qui expulsés de leur patrie voudraient venir, vivre, travailler et contribuer à la prospérité et à la paix du Brésil.

En Partant d'Allemagne jusqu'au Brésil en passant par l'Espagne, certains prétendent que c'est en raison de la dimension sociale et humanitaire de la crise migratoire que les femmes responsables jouent à merveille un tel rôle de leaders. Ce qui est certain c'est que la Femme a encore une fois démontré qu'elle dispose de tous les attributs nécessaires pour agir en tant que chef dans les situations de crises internationales d'envergure.

Par : Maher Ben Romdhane



15-09-2015

Robert Menard aux réfugiés syriens : Vous n'êtes pas les bienvenus, vous devez partir

Il fut l'ami de la plume libre, des journalistes opprimés en Tunisie quand il était le secrétaire général de l'association Reporters sans frontières (RSF) dont il était le fondateur . Il était la bête noire du régime de Ben Ali, toujours en campagne contre ce dernier surtout lors de l'organisation en Tunisie du sommet mondial sur la société de l'information.

En 2012, il a twitté un article dans lequel il prend la défense de Sami El Fehri après l'incarcération de ce dernier . La défense dissipe toute ambiguïté "Reporters sans frontières a protesté. Mais les autres ? Les démocrates occidentaux, les habitués pétitionnaires, les droits-de-l'hommes ? On ne les entend guère. Il ne

faudrait pas écorner la légende de la « révolution du jasmin ».

En 2014, et après s'être rapproché de l'extrême droite, Robert Menard est élu maire de Béziers avec la bénédiction du Front National, ses ambitions politiques dénudent sa vraie personnalité, son insolence et sa bassesse exécrationnelle, il laisse tomber son masque de défenseur de la libre parole, oublie la liberté de presse et les journalistes opprimés et fait parler de lui sur la question des réfugiés. Il prend à partie des réfugiés syriens dans un squat du quartier populaire de La Devèze et leur demande, avec une fermeté héritée sans nul doute de Marine le Pen, de déguerpir. Ses paroles à l'adresse des réfugiés syriens sont loin de refléter cette personne qui fut un jour le secrétaire général de l'association RSF "Vous n'êtes pas les bienvenus, vous devez partir." "leur assena-t-il. On est en droit de protester contre cette catastrophe de Béziers et de reprendre ses propres interrogations dans son tweet précédemment mentionné "Mais les autres? On ne les entend guère."



15-09-2015

Suisse : Une plainte pour torture déposée contre le procureur général du Bahreïn

Un activiste originaire du Bahreïn, soutenu par quatre ONG, a déposé une plainte en Suisse contre le procureur général du Bahreïn, qui participe à une réunion internationale à Zurich, pour actes de torture lors de son incarcération en 2010, a-t-on appris mardi. "Jaafar Al-Hasabi, citoyen britannique né au Bahreïn, a déposé une plainte pénale pour torture auprès des autorités de poursuite du canton de Berne (Suisse) contre le Procureur général du Bahreïn, M. Ali Bin Fadhul Al-Buainain", ont annoncé les 4 organisations non gouvernementales, qui sont le Centre européen pour les droits constitutionnels et les droits de l'Homme (Berlin), Redress (Londres), le Bahraini Institute for Rights and Democracy (Londres) et Trial (Genève). "Cela coïncide avec la visite en Suisse de ce dernier pour une conférence de l'Association internationale des procureurs, dont il est candidat à la vice-présidence lors d'élections ayant lieu le 16 septembre", à Zurich, ont-elles ajouté.

A Berne, les autorités judiciaires ont confirmé à l'AFP avoir reçu une plainte au "bureau du procureur régional de Berne-Mittelland". "Celle-ci va être maintenant examinée en détail et les mesures procédurales seront alors entamées", a expliqué un représentant du bureau du procureur général du canton de Berne, Christof Scheurer. M. Al-Hasabi est un défenseur des droits de l'Homme dans son pays. Il a été arrêté une première fois en 1995, et a passé plus de deux mois en détention, a expliqué à l'AFP un conseiller juridique du Centre européen pour les droits constitutionnels et les droits de l'Homme, Andreas Schuller.

Il s'est ensuite rendu en tant que demandeur d'asile à Londres, où il a obtenu la

citoyenneté britannique. L'activiste a en revanche perdu sa nationalité bahreïnie car les autorités de ce pays la lui ont retiré, selon les ONG. En 2010, M. Al-Hasabi, qui soutenait depuis Londres l'opposition dans son pays d'origine, est retourné au Bahreïn, alors théâtre de manifestations. Il a été arrêté en août 2010 pour "terrorisme" et est resté emprisonné jusqu'en février 2011, date à laquelle il a été relâché, a indiqué M. Schuller.

Malgré les inquiétudes exprimées par les Nations unies sur sa détention au secret et les risques de tortures qu'il encourait, le bureau du procureur général du Bahreïn avait prolongé à deux reprises la détention, selon les ONG. Elles espèrent désormais que le procureur général du Bahreïn va être "arrêté ou au moins interrogé" en Suisse, a affirmé M. Schuller. Elles appellent les autorités suisses "à ne pas utiliser de prétextes diplomatiques, politiques ou économiques" et appellent le procureur général du canton de Berne à ouvrir une enquête, comme le prévoit la Convention contre la torture, à laquelle la Suisse est partie.

LE FIGARO.fr

16-09-2015

Migrants : quand les internautes financent une opération de sauvetage

Lancée ce week-end par l'association SOS Méditerranée, cette campagne de financement participatif a permis de récolter près de 90.000 euros en cinq jours.

Si de nombreuses associations se mobilisent pour l'accueil des réfugiés, d'autres s'y attellent dès leur traversée de la Méditerranée. Une campagne de crowdfunding a été lancée ce week-end pour financer une opération de sauvetage en mer des migrants et affréter un navire entre les côtes italiennes et libyennes.

L'objectif initial est de collecter 100.000 euros. Avec cet argent, SOS Méditerranée espère «louer durant un mois un bateau de 60 mètres pouvant accueillir jusqu'à 400 personnes». Dans l'idéal, l'association souhaite obtenir 1,2 million d'euros afin d'acheter son propre bateau et ainsi multiplier dans le temps les interventions, quelles que soient les conditions météorologiques, explique Sophie Beau, à l'origine du projet. «Contrairement à la **Croix Rouge**, on ne pourra pas avoir des milliers de bénévoles en mer. Il nous faut donc un équipage professionnel qui puisse agir 24h/24.» Les opérations seront menées conjointement avec l'association *Médecins du monde* qui médicalisera le navire.

En seulement cinq jours, près de 2000 contributeurs se sont mobilisés à hauteur de 90.000 euros. Les dons peuvent être collectés pendant encore 40 jours. «C'est

un projet ambitieux», affirme Mathieu Maire du Poset, directeur général adjoint d'Ulule. Même si «les mises en avant sur le site se font de façon automatique», en fonction de la popularité des projets, «nous avons vocation à davantage promouvoir ce projet, car il peut toucher beaucoup plus de monde que d'autres», explique la direction du site de financement participatif. Le projet est international. Il est présenté en cinq langues et compte des soutiens dans vingt-cinq pays différents.

Des sociétés civiles de sauvetage en mer existent déjà dans le nord de l'**Europe**. Elles n'interviennent que dans les eaux territoriales et il n'existe pas d'équivalent pour la **Méditerranée**. En Allemagne, la société DGzRS, fondée il y a 150 ans lorsque les locaux quittaient l'Europe pour rejoindre l'Amérique en bateau, est notamment très reconnue et fonctionne sur des fonds privés **issus de la générosité du public**.

Une chaîne de sauvetage en coordination avec les autorités

C'est «la répétition des naufrages et le manque de moyens pour **aider ces populations en détresse**» qui a motivé l'association SOS Méditerranée à lancer ce projet. «Porter assistance à ces gens qui se noient en mer est aujourd'hui un impératif, quel que soit ensuite **le débat sur l'accueil de ces réfugiés**. Nous sommes uniquement dans l'action humanitaire», assure Sophie Beau, cofondatrice de l'association. «C'est notre priorité. Il faut **distinguer ces questions des agendas politiques** et médiatiques qui font que ces questions ne remontent que ponctuellement», ajoute-t-elle.

Pour mener à bien sa mission, SOS Méditerranée peut également compter sur un centre de coordination des naufrages maritimes basé à Rome. Il réceptionne les appels de détresse des bateaux, à la manière du 15, et mobilise les moyens adéquats pour porter secours. Ce centre analyse les cartes maritimes et interpelle les bateaux les plus proches pour qu'ils portent assistance. C'est ensuite les autorités qui déterminent le port de débarquement des migrants secourus. «On va positionner notre bateau dans les eaux internationales au plus proche des zones

de naufrage, que l'on connaît, pour être efficace le plus rapidement possible, explique Sophie Beau. **Les garde-côtes actuels** restent dans les eaux européennes. Ça leur prend donc entre six et dix heures de navigation pour arriver sur les lieux du drame.»

Depuis le début de l'année, près de 500.000 personnes ont risqué leur vie en tentant de rejoindre l'Europe par la Méditerranée. Plus de 2800 d'entre elles ont perdu la vie, selon l'Observatoire international des Migrations



16-09-2015

Milan : L'Etoile du mérite social à Azza Filali, pour son roman traduit en italien

Le jury du VII International Social Commitment Awards de l'ONG de Milan « Culture & Solidarité » a décidé d'attribuer l' 'Etoile du Mérite Social ' à la tunisienne Azza Filali pour des raisons étroitement liées à sa prestigieuse carrière d'écrivain et sociologue attentive aux phénomènes mondiaux actuels.

La cérémonie de remise des prix aura lieu le 18 Septembre dans la ville de Pordenone en Italie, dans le cadre de l'événement ' Pordenonelegge ' où l'auteur présentera en avant-première son premier roman traduit en italien « Ouatann. Ombres sur la Mer » (Fazied.). Tunisienne, médecin de profession et écrivain par vocation, titulaire d'une maîtrise en philosophie à l'Université Paris-1, Filali fait partie des personnalités les plus célèbres au Maghreb dans le domaine des lettres et de sciences.

Elle a en effet reçu de nombreux prix pour ces essais, nouvelles et romans et voilà qu'elle se voit attribuer l' « Etoile du Mérite Social » pour avoir magistralement décrit les raisons des migrants, en insistant sur l'importance de l'accueil. Dans ' Ouatann ', Filali raconte la crise de tout un continent, le chômage, la perte de l'espoir, le rêve de Lampedusa, l'horizon d'une nouvelle vie, le tout dans un style attrayant, souvent ironique.

Culture & Solidarité est une organisation à but non lucratif active dans le secteur de l'éducation, italienne et européenne, qui met en œuvre des initiatives de publication visant à mettre en contact les élèves avec les institutions publiques. Il encourage la lecture, en donnant aux écoles, les livres réalisés avec la participation des enseignants et des étudiants.

L'Étoile du Mérite social' est conféré, depuis 7 ans, aux organisations et institutions publiques, entreprises, municipalités et personnalités du monde du spectacle qui se sont particulièrement distingués de par leur engagement social. Parmi les lauréats des éditions précédentes: les réalisateurs Giuliano Montaldo, PupiAvati, Alessandro D'Alatri et Marco Pontecorvo, le procureur national anti-mafia Franco Roberti, l'écrivain Francesco Alberoni, Giuseppe Rovera de Rai Ambiente, le Secrétaire Général de la Cour Constitutionnelle Carlo Visconti, la ville de Narni, les acteurs Margherita Buy, Carolina Crescentini et Giuseppe Pambieri, le maire anti-mafia de Rosarno et le maire de Marrakech.

Le jury du VII International Social Commitment Awards de l'ONG de Milan « Culture & Solidarité » a décidé d'attribuer l' Etoile du Mérite Social ' à la tunisienne AzzaFilali pour des raisons étroitement liées à sa prestigieuse carrière d'écrivain et sociologue attentive aux phénomènes mondiaux actuels. La cérémonie de remise des prix aura lieu le 18 Septembre dans la ville de Pordenone en Italie, dans le cadre de l'événement ' Pordenonelegge ' où l'auteur présentera en avant-première son premier roman traduit en italien « Ouatann. Ombres sur la Mer » (Fazied.).

Tunisienne, médecin de profession et écrivain par vocation, titulaire d'une maîtrise en philosophie à l'Université Paris-1, Filali fait partie des personnalités les plus célèbres au Maghreb dans le domaine des lettres et de sciences. Elle a en effet reçu de nombreux prix pour ces essais, nouvelles et romans et voilà qu'elle se voit attribuer l' « Etoile du Mérite Social » pour avoir magistralement décrit les raisons des migrants, en insistant sur l'importance de l'accueil. Dans ' Ouatann ' ; Filali raconte la crise de tout un continent, le chômage, la perte de l'espoir, le

rêve de Lampedusa, l'horizon d'une nouvelle vie, le tout dans un style attrayant, souvent ironique. Culture & Solidarité est une organisation à but non lucratif active dans le secteur de l'éducation, italienne et européenne, qui met en œuvre des initiatives de publication visant à mettre en contact les élèves avec les institutions publiques. Il encourage la lecture, en donnant aux écoles, les livres réalisés avec la participation des enseignants et des étudiants.

L'Étoile du Mérite social' est conféré, depuis 7 ans, aux organisations et institutions publiques, entreprises, municipalités et personnalités du monde du spectacle qui se sont particulièrement distingués de par leur engagement social. Parmi les lauréats des éditions précédentes: les réalisateurs Giuliano Montaldo, PupiAvati, Alessandro D'Alatri et Marco Pontecorvo, le procureur national anti-mafia Franco Roberti, l'écrivain Francesco Alberoni, Giuseppe Rovera de Rai Ambiente, le Secrétaire Général de la Cour Constitutionnelle Carlo Visconti, la ville de Narni, les acteurs Margherita Buy, Carolina Crescentini et Giuseppe Pambieri, le maire anti-mafia de Rosarno et le maire de Marrakech.



16-09-2015

Tunisie: Un médecin légiste pour vérifier les "pratiques homosexuelles", est-ce légal?

JUSTICE - La discrimination contre les personnes homosexuelles en Tunisie refait surface. Cette fois, à travers la pratique d'un examen médical anal qu'aurait subi un jeune homme. Ce test aurait pour but de vérifier "s'il est habitué à avoir des relations sexuelles avec des hommes", affirme l'association Shams pour la dépénalisation de l'homosexualité en Tunisie.

Le jeune homme serait en détention et poursuivi entre autres sur la base de l'article 230 du Code pénal tunisien qui criminalise les "pratiques homosexuelles". Aucun verdict n'a encore été prononcé.

L'association dénonce "une pratique décadente d'espionnage de la vie privée des personnes", dans un communiqué publié lundi 14 septembre.

Un événement "Les examens de la honte, jusqu'à quand?" a été créé sur Facebook par l'association Shams afin de mobiliser les internautes sur cette

question.

Le juriste Wahid Ferchichi, président de l'Association pour la défense des libertés individuelles, a déclaré au *Huffpost Tunisie* que "le recours au médecin légiste dans les affaires liées à l'homosexualité était une pratique courante et taboue en Tunisie".

"Aucune disposition de la législation ne l'autorise mais le juge l'utilise comme un moyen de preuve pour faire appliquer l'article 230 du Code pénal", a-t-il précisé.

"Le consentement de l'accusé devrait être requis pour ce type d'examen mais dans les faits, le suspect est mis sous pression. Son refus est retenu contre lui comme une présomption de culpabilité. Or la loi stipule la présomption d'innocence, et non pas le contraire", a encore déploré Wahid Ferchichi.

Adoptée en janvier 2014, la Constitution consacre la protection de la "dignité de la personne et son intégrité physique", interdisant toute forme de torture physique ou morale (article 23), ainsi que la protection de la vie privée, "l'inviolabilité du domicile et la confidentialité des correspondances, des communications et des données personnelles" (article 24).

"Soumettre une personne à un examen anal est humiliant et dégradant du point de vue humain et contraire à l'article 23 et 24 de la constitution tunisienne ainsi qu'à la Convention contre la torture, ratifiée par la Tunisie", a ajouté le président de l'Association de défense des libertés individuelles.

Les activistes pour la dépénalisation de l'homosexualité ne cessent d'appeler à bannir les discriminations contre les personnes LGBT (Lesbiennes, Gays, Bisexuel(le)s et Transgenres). L'abrogation de l'article 230 du code pénal ainsi que l'arrêt des pratiques "inhumaines et dégradantes pratiquées par l'appareil judiciaire à l'encontre des gens suspectés d'homosexualité" font partie de leurs principales revendications.

Abdessatar Ben Moussa, président de La Ligue tunisienne des droits de l'Homme (LTDH) a souligné, de son côté "que la Ligue désapprouvait cette pratique si elle est avérée". "C'est une transgression de l'intimité de la personne, de ses droits les

plus élémentaires", a-t-il affirmé au *HuffPost Tunisie*.

Sofiène Shili, porte-parole du ministère de la Justice, n'a pas souhaité réagir sur la question: "Je ne peux pas me prononcer sur une affaire dont j'ignore les détails", a-t-il déclaré, refusant également de confirmer ou d'infirmer l'existence de ces pratiques controversées.

Hend Khechine, membre de l'organisation mondiale contre la torture a fustigé "cette atteinte flagrante à l'intégrité physique et morale de la personne, inacceptable humainement et juridiquement".

"On peut qualifier ce genre d'examen médical comme un acte de torture selon sa définition en droit international. Tous ses éléments constitutifs sont là, en l'occurrence un acte intentionnel qui cause une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales, infligé par un agent public", a précisé Hend Khechine au *HuffPost Tunisie*.



18-09-2015

En Tunisie, la police demande un examen anal pour prouver l'homosexualité

En Tunisie, aujourd'hui, la police judiciaire peut demander un examen anal afin de prouver l'homosexualité de quelqu'un.

L'association tunisienne shams se mobilise pour un jeune étudiant de 22 ans, arrêté et torturé et forcé à subir l'humiliation de ce test qu'aucune loi n'autorise. Il risque 3 ans de prison selon l'article 230 du code pénal tunisien qui pénalise la sodomie.

Shams lance une campagne contre l'examen anal et contre l'article 230 qui viole clairement la constitution censée protéger la dignité de la personne et son intégrité physique ainsi que sa vie privée (article 24)



18-09-2015

Tunisie: Une campagne contre les «tests de la honte»

À l'approche du procès d'un jeune homme soupçonné d'homosexualité, l'association Shams lance une campagne pour réclamer l'arrêt des tests anaux.

Officiellement, il est possible de refuser un test anal, ordonné par la police judiciaire en vertu de l'article 230 du code pénal tunisien, qui punit l'homosexualité

de trois ans de prison. Dans les faits, c'est très difficile. Comme le souligne l'association LGBT Shams, «les victimes "acceptent" souvent le test par peur de la torture, en raison de leur jeune âge ou par méconnaissance de leurs droits garantis par la Constitution, notamment par les articles 23 et 24».

Un étudiant de 22 ans est actuellement emprisonné et a dû subir l'un de ces tests afin de constater «s'il est habitué à avoir des relations sexuelles avec des hommes», dénonce Shams. Une audience est prévue dans quelques jours. L'association vient de lancer une campagne exigeant l'arrêt de cette pratique dégradante.

Pour Shams, ces «tests de la honte» sont «une pratique décadente d'espionnage de la vie privée des personnes». Un événement Facebook a été créé pour sensibiliser les internautes, et des visuels – en arabe et en français – sont proposés pour faire passer le message. L'association invite aussi les internautes à changer leurs photos de profil sur les réseaux sociaux pour marquer leur soutien aux personnes LGBT de Tunisie et appeler à la dépénalisation de l'homosexualité.

«Soumettre une personne à un examen anal est humiliant et dégradant du point de vue humain et contraire aux articles 23 et 24 de la constitution tunisienne ainsi qu'à la Convention contre la torture, ratifiée par la Tunisie», renchérit le juriste Wahid Ferchichi, président de l'Association tunisienne de défense des libertés individuelles, interrogé par le Huffpost Tunisie. «Aucune disposition de la législation ne l'autorise mais le juge l'utilise comme un moyen de preuve pour faire appliquer l'article 230 du Code pénal, précise-t-il. Le consentement de l'accusé devrait être requis pour ce type d'examen mais dans les faits, le suspect est mis sous pression. Son refus est retenu contre lui comme une présomption de culpabilité. Or la loi stipule la présomption d'innocence, et non pas le contraire.»

«On peut qualifier ce genre d'examen médical comme un acte de torture selon sa définition en droit international. Tous ses éléments constitutifs sont là, en l'occurrence un acte intentionnel qui cause une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales, infligé par un agent public», estime quant à elle Hend Khechine, membre de l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT), également citée par le Huffpost Tunisie.

مقالات باللغة العربية

المصدر	المقال
 <p>15-09-2015</p>	<h3>الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب تشكو نقصا في ترشح العنصر النسائي</h3> <p>أكد بدر الدين عبد الكافي رئيس اللجنة الانتخابية بمجلس نواب الشعب أن كل الاصناف التي حددها القانون الاساسي المحدث للهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب ما زالت تشكو نقصا في ترشح العنصر النسائي. ولاحظ عبد الكافي في تصريح اليوم الثلاثاء لـ"وات" أن اللجنة حريصة على تقديم 18 ترشحا بخصوص ممثلي المجتمع المدني الى الجلسة العامة لكنها على سبيل الذكر لا الحصر لم تتوفق في جمع 9 ترشحات نسائية في هذا الصنف داعيا الى ضرورة تعزيز الترشحات للتمكن من تركيز الهيئة.</p> <p>وأفاد بأن الترشحات لعضوية هيئة الوقاية من التعذيب فاقت 140 ملفا لكن اللجنة مازالت بانتظار تقديم بعض الاصناف لترشحاتهم على غرار القضاة المتقاعدين والمختصين في حماية الطفولة والاساتذة الجامعيين.</p> <p>كما أكد أن بعض الترشحات القديمة زمن المجلس الوطني التأسيسي لم تستجب الى أدنى الشروط المحددة لعضوية الهيئة وكانت ترشحات أخرى منقوصة من بعض الوثائق مبينا أن هذه الفئة سيتم اعلامها لاستكمال الوثائق المنقوصة في الأجل الذي تم التمديد فيه لقبول الترشحات والذي ينقضي بحلول 30 سبتمبر 2015 بموجب أمر مؤرخ في 14 جويلية 2015.</p>
 <p>15-09-2015</p>	<h3>المرصد الدولي للجمعيات مستاء من خرق المرسوم 88 لسنة 2011 لتكوين الجمعيات</h3> <p>قال المرصد الدولي للجمعيات و التنمية المستدامة في بيان الى الراي العام انه يقوم برصد المستجدات على الساحة المدنية و بمتابعة الانتهاكات التي قد تقع على الجمعيات و على نشاطها المجتمع المدني مثلما ينص على ذلك نظامه الأساسي .</p> <p>و قد رصد مؤخرا خرقا جوهريا لمقتضيات المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المنظم للجمعيات ،و ذلك على مستوى تكوين الجمعيات حيث تم الرجوع عمليا في مبدأ التصريح بالنسبة لتكوين الجمعيات الذي كرسه الدستور و المرسوم عدد 88 و أصبح هناك رجوع غير معلن الى اعتماد نظام التأشيرة في خصوص تكوين الجمعيات</p> <p>حيث أصبحت المطبوعة الرسمية ترفض إدراج إعلان تكوين الجمعيات و ذلك بعد مضي الأجل القانوني المنصوص عليه بالمرسوم و تشتترط شرطا جديدا يتمثل في ضرورة وضع ختم الكاتب</p>

العام للحكومة على بطاقة الإعلام بالبلوغ و إلا تمتنع عن إدراج الإعلان بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية

لذا تمت مراسلة رئاسة الحكومة في هذا الصدد و ذلك بتاريخ 21 أوت 2015 (مرفق نسخة من المراسلة)، غير أنه الى حد هذا التاريخ لم تقم رئاسة الحكومة بإزالة هذه العوائق و لا زالت هذه الخروقات متواصلة

لذا فإن المرصد الدولي للجمعيات يعبر عن انشغاله العميق من تواصل خرق حرية تأسيس الجمعيات في تونس مثلما نص عليها مرسوم 88 و يدعو مختلف مكونات المجتمع المدني الى الدفاع عن هذا الحق الدستوري ، كما يدعو كل وسائل الإعلام الى تسليط الضوء على هذا الانتهاك و التحسيس بأهمية هذا الموضوع



14-09-2015

كاتب الدولة للهجرة: 4 آلاف لاجئ سوري في تونس يتلقون دعما من المؤسسات الاجتماعية

قال كاتب الدولة للهجرة والادماج الاجتماعي بلقاسم الصابري اليوم الاثنين إن عدد اللاجئين السوريين المتواجدين حاليا في تونس يقدر بحوالي 4 الاف سوري يتلقى معظمهم دعما من المؤسسات الاجتماعية.

وأفاد الصابري في تصريح اعلامي بمناسبة افتتاح أول مدرسة صيفية في تونس حول الهجرة إن الدولة تخصص مساعدات ظرفية للاجئين السوريين يوفرها الاتحاد التونسي للتضامن الاجتماعي.

وأضاف أن تونس تعامل اللاجئين السوريين كما تعامل مواطنيها مؤكدا أنهم يتمتعون بالتغطية الصحية في المؤسسات الاستشفائية العمومية كما أن المؤسسات التربوية في تونس تستقبل أبناء عديد العائلات السورية.

وأوضح كاتب الدولة للهجرة أنه يصعب في الوقت الحالي استقبال أعداد أخرى من اللاجئين السوريين نظرا لإمكانيات تونس المحدودة نتيجة الوضع الاقتصادي الراهن.



14-09-2015

شارلي ايبودو" تسخر من الطفل السوري الغريق وتشعل موجة من الانتقادات على " شبكات التواصل الاجتماعي

قامت مجلة شارلي ايبودو، المعروفة برسوماتها الاستفزازية بنشر رسوم كاريكاتورية للطفل السوري الغريق، الذي جرفته الأمواج إلى الساحل التركي، وأثار هذا الأمر انتقادات العامة. ذكرت صحيفة "دايلي ميرور" أنه تم رسم طفل ميت، مستلقي على رمال الشاطئ التركي ووجه مغموس في الرمل على غلاف المجلة، تحت عبارة "على مقربة من الهدف"، وبجانبه يوجد إعلان لمطعم الوجبات السريعة كتب عليه "وجبنا طعام للأطفال بسعر وجبة واحدة".

والكاريكاتورة الثانية، بعنوان "دليل على أن أوروبا مسيحية"، وعليها رسمة لعيسى عليه السلام يمشي فوق الماء، وطفل غريق بالقرب منه مقلوب رأس على عقب وعبارة كتب عليها "المسيحيون يمشون فوق الماء، أما أطفال المسلمين يغرقون". وأشارت الصحيفة إلى أن مستخدمي شبكات التواصل الاجتماعي انهاروا على المجلة بالانتقادات، وهناك تعليقات في الانترنت أن هذه الرسوم تثبت "الانحطاط الأخلاقي لفرنسا"، والمجلة تهاجم الذين لا حول ولا قوة لهم وليس من بيده السلطة، وقد هددت جماعة المحامين ذوي البشرة السوداء في فرنسا برفع دعوى قضائية في المحكمة الجنائية الدولية على صاحب الرسوم. وقد قال المؤلفون في هذه المجلة إنهم سيستخدمون الصور النمطية والعنصرية والدينية للسخرية منهم



شبكة تونس الآن
TUNISIA NOW NETWORK

16-09-2015

الحكومة التونسية تعزز تنظيم مؤتمر دولي لدعم اللاجئين السوريين فيها

أعلنت الحكومة التونسية، اليوم الأربعاء، أنها تعزز عقد مؤتمر لدعم اللاجئين السوريين فيها، بالتعاون مع جهات دولية

وبحسب بيان صادر اليوم عن الخارجية التونسية، أكد وزير الشؤون الخارجية التونسية الطيب "البكوش، أن تونس ملتزمة بحماية الأشقاء السوريين الوافدين إليها بحثا عن الأمان

وأشار إلى ضرورة "إيجاد صيغ وحلول عملية تكفل تقديم الحماية والمساعدة لهم وذلك بالتعاون". والتنسيق مع وكالات الأمم المتحدة والمنظمات الإنسانية الأخرى

وأضاف البيان أن كلا من البكوش وعبد الباسط بن حسن، رئيس المعهد العربي لحقوق الإنسان (منظمة غير حكومية عربية مقرها تونس)، ومازن أبو شنب، ممثل المفوضية السامية للأمم المتحدة لشؤون اللاجئين بتونس اتفقوا خلال لقاء جمعهم اليوم على النظر في إمكانية تنظيم ندوة بتونس في إطار متابعة معاناة اللاجئين السوريين وبحث سبل تقديم الدعم لهم، دون تحديد موعد لذلك

وبحسب إحصاءات رسمية فإن عدد اللاجئين السوريين الموجودين في تونس يقدر بـ 4 آلاف لاجئ يتلقى معظمهم دعما من المؤسسات الاجتماعية

بالعربية

19-09-2015

مطالب تونسية بإلغاء "فحص الشرج" المعتمد من الشرطة لتأكيد المثلية الجنسية

لمغرب، الرباط (CNN)-- تستمر جمعية شمس التونسية، الهادفة إلى رفع التجريم عن المثلية، في مطالبتها بإلغاء ما تسميه بـ"فحوص العار"، وهي فحوصات يقوم بها طبيب على شرح متهم

بالمثلية الجنسية كي يتأكد من حقيقة التهمة الموجهة إليه، وذلك بإذن من الشرطة، وتحديدًا الضابطة القضائية.

وأكدت الجمعية في منشوراتها الحديثة أنه يمكن لأيّ مُعتقل بتهمة المثلية الجنسية أن يرفض إجراء هذه الفحوصات التي لم ترد في المجلة الجزائية (القانون الجنائي)، بمبرر حماية حياته الخاصة كما يؤكد على ذلك الدستور، وذلك في بلد يعاقب على "اللواط والمساحفة" بثلاثة سنوات حبسًا نافذًا.

غير أن خوف المتهمين من التعذيب، يدفعهم للقبول بهذه الفحوصات. وقد أكد شباب تونسيون للجمعية أنهم تعرّضوا لهذه الفحوصات لأجل إثبات ممارستهم الجنس سابقًا مع الذكور، وبالتالي متابعتهم بتهمة "اللواط"، رغم أن تونس تعدّ من البلدان العربية القليلة التي تتعامل بمرونة في موضوع الجنس، إذ لا تجرّم العلاقات الجنسية بين الرجل والمرأة خارج إطار الزواج.

وحسب الفصل 23 من الدستور التونسي، فالدولة تحمي كرامة الذات البشرية وحرمة الجسد، وتمنع التعذيب المعنوي والمادي. كما يؤكد الفصل 24 أن الدولة تحمي الحياة الخاصة. لذلك تخوض جمعية شمس حملة واسعة ضد هذا الفحوصات، ومن ذلك الدعوة إلى تغيير صور البروفائيل على فيسبوك بصورة الحملة.

ويقول هادي الساحلي، نائب رئيس جمعية شمس لـ CNN بالعربية: "بدأنا منتصف هذا الشهر حملة ستبقى مفتوحة لكل الجمعيات الحقوقية والشخصيات المؤمنة بحقوق الإنسان. خلنا أن عهد هذه الأساليب الوحشية قد ولى بعد الثورة، لكن ما راعنا إنه في الأسبوع المنقضي قامت الضابطة العدلية بإصدار إذن لإجراء فحص شرطي على طالب تونسي".

ويتابع الساحلي: "على ضوء هذه التطورات الخطيرة اجتمعنا واتفقنا أنه قد حان الوقت للقطع مع هذه الممارسات المناهضة للدستور. وقد قمنا بمراسلة وزارة العدل ووزارة الصحة لتنبيههم بخطورة الوضع، ونحن في انتظار ردودهم التي ستحدد مستقبل هذه الحملة التي قد تصل إلى الواقع المادي"

Téles et réseaux sociaux

Sources

Infos



15-09-2015

الأمم المتحدة تحذر من مخاطر استمرار الصدامات في القدس

حذر مبعوث الأمم المتحدة الخاص نيكولاي ملادينوف من أن الاشتباكات واعمال العنف التي تشهدها القدس الشرقية المحتلة في الأيام الثلاثة الماضية "قد تؤدي الى اندلاع العنف خارج اسوار المدينة".

وحدث ملادينوف الزعماء "على ضمان تقيد الزائرين والمصلين بضبط النفس واحترام الآخرين" في المواقع المقدسة.

وكانت الشرطة الاسرائيلية قد اشتبكت يوم الثلاثاء ولليوم الثالث على التوالي مع محتجين فلسطينيين في الحرم القدسي.

وقالت لوبا سمري الناطقة باسم الشرطة الاسرائيلية لووكالة اسوشييتد برس إن الشرطة داهمت باحة المسجد الأقصى صباح الثلاثاء لتفريق محتجين كانوا قد باتوا فيه الليلة الماضية.

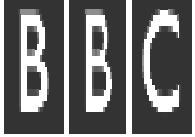
وقالت الناطقة إن المحتجين قذفوا رجال الشرطة بالحجارة مضيعة أن فلسطينيين اثنين اعتقلا. واصيب 5 من رجال الشرطة بجروح طفيفة.

ولكن امين ابو غزاله، مدير وحدة الطوارئ التابعة للهلال الأحمر الفلسطيني قال لووكالة رويترز إن 26 فلسطينيا اصابوا بجروح بسيطة يوم الثلاثاء.

ومن المقرر ان يرأس رئيس الحكومة الاسرائيلية بنيامين نتنياهو اجتماعا استثنائيا لوزارته مساء الثلاثاء عند نهاية عطلة عيد السنة اليهودية الجديدة.

وكانت حدة التوتر قد تصاعدت في القدس الشرقية منذ أن حضر وزير الدفاع الاسرائيلي موشي

يعلون جماعتي المرابطون والمرابطات اللتان كانتا تتصدیان لليهود الذين يحاولون الدخول الى الحرم.
وقال يعلون إن الجماعتين هما مصدر التوتر والعنف في الموقع الذي يقده المسلمون واليهود،
وإن حظرهما ضروري من أجل فرض النظام



15-09-2015

انتقادات لمجلة شارلي إيبدو بعد نشرها رسوما ساخرة حول اللاجئين


تعرضت مجلة "شارلي إيبدو" الفرنسية الساخرة لانتقادات بسبب سخريتها من رد فعل الدول الأوروبية تجاه تدفق المهاجرين، وغالبيتهم من دول إسلامية تشهد اضطرابات مثل سوريا والعراق.
وانتقد مستخدمو مواقع التواصل الاجتماعي المجلة إثر نشرها رسم كاريكاتير لطفل، يحاكي السوري الغريق آلان كردي، إلى جانب لوحة دعائية إعلانية تروج لاثنتين من الوجبات المخصصة للأطفال بسعر وجبة واحدة فقط.

"وجاء في التعليق على الرسم: "كنت على وشك القيام بهذا
وكتب تحت كاريكاتير آخر، رسمه أحد الناجين من الهجوم الدامي الذي تعرضت له المجلة في
"يناير/كانون الثاني، تعليق "دليل على أن أوروبا مسيحية
وعرضت المجلة أيضا رسما لشخص يبدو مثل المسيح يمشي على الماء بينما يوجد شخص آخر
أصغر يرتدي سروال قصير "شورت" غارق في الماء
وكتب تحت الشخص الأول "مسيحيون يمشون على الماء"، وتحت الثاني كتب "أطفال مسلمون
"يغرقون".
ونقلت وكالة رويترز عن متحدثة باسم المجلة قولها إنها لم يصل إلى عملها أي شكاوى رفعت بحق
المجلة.

لكن العديد من الصحف علقت على الرسوم الكاريكاتيرية التي نشرتها المجلة
ونشرت صحيفة ديلي ميرور البريطانية عنوانا على موقع الإليكتروني جاء فيه "شارلي إيبدو تنشر
"رسوما تسخر فيها من القتل آلان كردي
وكانت شارلي إيبدو قد حظيت بتضامن واسع بعد تعرضها لهجوم في يناير/كانون الثاني قتل فيها
12 من صحفييها والعاملين بها

Radio

Sources	Infos
 16-09-2015	<h3>المهدية : إيقاف 11 شابا تداولوا على اغتصاب فتاة</h3> <p>شهدت منطقة العالية من معتمدية قصور الساف بولاية المهدية حادثة مؤلمة تمثلت في تحويل وجهة فتاة من قبل 11 شابا تداولوا على اغتصابها وفق ما أكده مصدر أمني لمراسل الجوهرة "اف ام" بالجهة</p> <p>وحسب المعطيات الأولية فقد هاجم مجموعة مكونة من 11 شابا 3 فتيات و3 شبان أصيلي ولاية مجاورة كانوا بصدد قضاء عطلة نهاية الأسبوع على شواطئ مدينة العالية وعمدوا إلى إختطاف إحدى الفتيات وتحويل وجهتها</p> <p>وقد قام هؤلاء الشبان وهم أصيلي منطقة البرادعة من معتمدية قصور الساف بالتداول على اغتصابها وبعد أن تم إعلام الوحدات الأمنية بالجهة تم القاء القبض على أحد المتهمين الذي أدلت بأوصافه الضحية ليقر بمكان وجود شركائه</p> <p>وقد أتمت الوحدات الأمنية اليوم الأربعاء عملية إلقاء القبض على جميع المتهمين لإحالتهم على القضاء .</p>
 17-09-2015	<h3>L'instance de prévention de la torture doit être mise en place avant fin 2015</h3> <p>L'instance nationale de prévention de la torture (INPT) doit être mise en place avant fin 2015 ont assuré, vendredi à Tunis, des intervenants au nom des pouvoirs législatif et exécutif.</p> <p>L'Instance qui devait être créée une année après l'adoption de sa loi organique a enregistré des lenteurs en raison du manque de candidatures femmes, ONG, magistrats retraités, professionnels de la protection de l'enfant et universitaires.</p> <p>Pour remédier à cette situation, la soumission des dossiers a été prorogée, au 30 septembre courant.</p>
	<h3>Neji Jelloul: l'enseignement est la solution pour combattre la misère sociale</h3> <p>Dans une interview accordée à Wassim Ben Larbi lors de la matinale</p>

<p>17-09-2015</p>	<p>Expresso, le ministre de l'Education, Neji Jelloul, a déclaré que tout le monde était prêt pour la rentrée scolaire, ajoutant que son département ne s'est pas reposé pendant l'été dans le but d'atteindre son objectif d'excellence.</p> <p>Le ministre a en outre soutenu que l'enseignement est la solution pour combattre la misère sociale. Il a également promis au cadre éducatif des conditions de travail plus favorables pour former les générations futures.</p>
 <p>17-09-2015</p>	<p>Habib Essid insiste sur la nécessité d'organiser les municipales avant fin 2016</p> <p>Le chef du gouvernement, Habib Essid, a insisté, jeudi, sur la nécessité d'organiser les élections municipales avant fin 2016. Le gouvernement avance dans la finalisation des projets de loi relatifs aux élections municipales, a-t-il déclaré au cours d'une table ronde consacrée au calendrier des prochaines municipales, organisée par l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE).</p> <p>Pour sa part, le président de l'Instance électorale, Chafik Sarsar, a présenté, à cette occasion, la feuille de route élaborée par l'ISIE pour les prochaines municipales. Selon ce document, ces élections pourraient se tenir le 30 octobre 2016.</p> <p>La date suggérée, a ajouté Chafik Sarsar, dépend de plusieurs conditions, dont en particulier la fin de l'opération de découpage électoral, la création de municipalités dans tout le territoire et la publication, au Journal Officiel, de la loi électorale municipale avant le 4 avril 2016.</p> <p>De son côté, l'ISIE propose une feuille de route avec les dates suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> 03 juillet 2016 : Fin de l'enregistrement des électeurs 10 juillet : Début de la période électorale 17 août : Dernier délai pour fixer les listes électorales 18 août : Ouverture des candidatures 27 août : Clôture des candidatures 08 octobre : Début de la campagne électorale 29 octobre : Silence électoral 30 octobre: Les élections 02 décembre : Dernier délai pour la proclamation des résultats définitifs des élections.

Communiqués

Sources

Communiqués



13-09-2015

بيان

انعقد المجلس الوطني للرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان في دورته العادية يومي 12 و 13 سبتمبر 2015 بتونس العاصمة

- وبعد أن ثمن المجلس مذكرة التفاهم التي عقدتها الرابطة مع وزارة العدل لزيارة السجون مقترحا عقد مذكرات مماثلة مع وزاراتي التربية والتعليم العالي لترسيخ ثقافة حقوق الإنسان في الوسطين المدرسي والجامعي وكذلك مع وزارتي الصحة والشؤون الاجتماعية

- وبعد أن قرّر المجلس عقد المؤتمر السابع يومي 19 و 20 ديسمبر 2015،

: استعراض أوضاع الحقوق والحريات بالبلاد فتوقف عند

: مسار العدالة الانتقالية وقانون المصالحة الاقتصادية والمالية -1

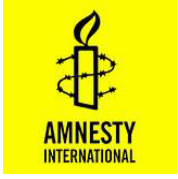
عبر المجلس عن انشغاله لتعثر مسار العدالة الانتقالية الذي زاده مشروع قانون المصالحة الاقتصادية والمالية تعقيدا إضافة الى الإخلالات العديدة التي رافقت تشكيل هيئة الحقيقة والكرامة مثل المحاصصة الحزبية وإقصاء أطراف مدنية

كما أكد المجلس الوطني على موقف الرابطة الراض لمشروع هذا القانون اللادستوري الذي يكرّس الافلات من العقاب وبتنكر لتضحيات شهداء الثورة وجرحاها مطالبا بتصحيح منظومة العدالة الانتقالية باعتبارها مسارا متكاملا يبدأ بكشف الحقيقة والمساءلة مرورا بجبر الأضرار والمصالحة... وحرصا على لعب دور الرابطة الوطني كلف المجلس من ضمن أعضائه فريقا لحماية المسيرات السلمية التي دعت إليها الأحزاب السياسية وبعض مكونات المجتمع المدني لإسقاط مشروع هذا القانون وهكذا أنجز الفريق مهمته على أحسن وجه ممّا ساهم مع انضباط المتظاهرين والأمنيين في إنجاح هذه المسيرات

- كما ساند المجلس مبادرة الهيئة المديرة بتفعيل حوار وطني للتوصل إلى توافق حول مسألة المصالحة في إطار مسار العدالة الانتقالية وبمراعاة مقتضيات الدستور
- وهكذا جدد المجلس مطالبته بتكوين ائتلاف مدني واسع ومستقل لمرافقة مسار العدالة الانتقالية

: الحقوق والحريات -2

- إستنكر المجلس التراجعات العديدة في مجال الحقوق والحريات الفردية والعامّة تشريعاً وممارسة • فعلى المستوى التشريعي، فوجئت الرابطة بسنّ عدة قوانين غير ملائمة للدستور، كقانون زجر الاعتداءات على القوات المسلحة وقانون العدالة الانتقالية وقانون مقاومة الإرهاب وغسل الأموال : وتطبيق أمر 1978 المتعلق بالطوارئ. وفي هذا الصدد
- طالب المجلس الوطني بالإسراع في تعديل القوانين السارية وملاءمتها مع الدستور وسحب القوانين اللا دستورية
- ودعا المجلس السلطات باحترام الأوامر المتعلقة بتشريك فروع الرابطة في المجالس الجهوية ولجان الشؤون الإجتماعية
- : أمّا على مستوى الممارسات، فإن المجلس الوطني -3
- نّبه إلى خطورة تواصل ظاهرة التعذيب في مراكز الإيقاف والممارسات اللاإنسانية والمهينة • والحاطة من الكرامة في السجون وتكرر اعتداءات بعض رجال الأمن والحرس الوطني على الحرمة الجسدية للأشخاص تحت غطاء حالة الطوارئ وبتعلّة خطر الإرهاب
- ذكّر المجلس باهتمامه بمسار اصلاح المنظومة التربوي وبدعم المقاربة القائمة على حقوق الإنسان بما يضمن حق المتعلمين في تعليم جيّد من جهة وحق المدرسين في ظروف ملائمة واعتبارهم شركاء فاعلين في العملية التربوية. كما ألحّ على وجوب تشريك الرابطة في عملية الإصلاح التربوي
- : الوضع الإقليمي والدولي -4
- توقّف أعضاء المجلس عند هول الدمار الذي يطال عددا من الأقطار والشعوب في المنطقة العربية وفي الشرق عامة بعد التدخّل السافر للقوات الاستعمارية بتواطئ مع بعض الحكومات العربية. وفي هذا الصدد
- :
- شدّد المجلس على ضرورة احترام حق الشعوب في تقرير مصيرها وفي سيادتها على أراضيها • وطالب بالتوقف الفوري على العدوان في هذه المناطق والإسراع بالتوصّل إلى حلول سلمية للنزاعات في هذه المناطق
- حدّر المجلس من تداعيات الوضع الليبي على البلاد وعلى حقوق الإنسان الليبي بما يسببه الانفلات الأمني والانقسام الداخلي وانتشار السلاح في ليبيا من دعم لقوى الإرهاب ودعا السلطات التونسية للاهتمام أكثر بهذا الملف الحارق وفي مقدمته قضية الصحفيين سفيان الشورابي ونذير الكتاري
- حدّر المجلس من التبعات الكارثية لهذه النزاعات التي رمت بالملايين من اللاجئين خارج أوطانهم هروبا من التقتيل أو التفجير في ظروف إقليمية وعالمية تتسم بانغلاق الحدود وتنامي النزعات العنصرية وغلبة المنطق الأمني في معالجة معضلة اللجوء والهجرة
- عبّر المجلس عن صدمته لموت الآلاف من المهاجرين والأجانب قسرا سواء على مقربة من سواحلنا أو على سواحل أوروبا في عجز تام لحكومات بلدان الملجأ والعبور أو اللجوء عن إيجاد حلول إنسانية لهذه الظاهرة المأساوية
- كما حيّى المجلس تصويت الجمعية العامة للأمم المتحدة بأغلبية الأصوات على قرار رفع العلم الفلسطيني فوق أبنيتها وجدّد موقفه الداعم لحقوق الشعب الفلسطيني الوطنية في استرجاع أراضيه وبناء دولته المستقلة
- عن الهيئة المديرية



09-09-2015

أوروبا: تغيير جذري في الاستجابة المطلوبة لمعالجة أزمة اللاجئين

قالت منظمة العفو الدولية إن استجابة القادة الأوروبيين لأزمة اللاجئين المتنامية تميزت بعدم التماسك ونقص في القيادة والطموح والتضامن الإنساني. وجاء موقف المنظمة في ظل إطلاقها أجندة أوروبا قبيل اجتماع المفوضية الأوروبية التي من المنتظر أن تعلن اقتراحات جديدة اليوم لمعالجة الأزمة.

ويوضح تقرير منظمة العفو الدولية الذي يحمل عنوان "اتحاد الحماية: أجندة منظمة العفو الدولية لحماية اللاجئين في أوروبا" التغييرات المطلوبة على نحو عاجل في مقاربة أوروبا لمعالجة أزمة اللاجئين. المتفاقمة قبيل اجتماع طارئ لمجلس شؤون العدل والداخلية الاثنين.

مستوى المعاناة الذي يواجه اللاجئين الهاربين من العنف وانتهاكات حقوق الإنسان بلغ مستوى غير مسبق في أوروبا منذ الحرب العالمية الثانية

قال مدير برنامج أوروبا وآسيا الوسطى في منظمة العفو الدولية، جون دالهاوزن، إن "مستوى المعاناة الذي يواجه اللاجئين الهاربين من العنف وانتهاكات حقوق الإنسان بلغ مستوى غير مسبق في أوروبا منذ الحرب العالمية الثانية".

وأضاف جون دالهاوزن قائلاً "الاستجابة لأزمة اللاجئين تميزت بحلول جزئية وغير متماسكة في وقت لم تكن فيه الحاجة ماسة إلى قيادة حكيمة تتبنى إصلاحاً جذرياً لنظام اللجوء المنهار في أوروبا كما هي الآن".

وتدعو منظمة العفو الدولية إلى اعتماد مقاربة استراتيجية على مستوى أوروبا لضمان طرق آمنة وقانونية بالنسبة إلى اللاجئين الفارين من الاضطهاد والنزاع. ثمة حاجة عاجلة لتخصيص ظروف استقبال مناسبة وإنسانية عندما يصل اللاجئين إلى الأراضي الأوروبية وجعل إجراءات اللجوء أكثر بساطة وفعالية في البلدان التي تنقسم إلى حد ما مسؤولية استقبال اللاجئين

الاستجابة لأزمة اللاجئين تميزت بحلول جزئية وغير متماسكة في وقت لم تكن فيه الحاجة ماسة إلى قيادة حكيمة تتبنى إصلاحاً جذرياً لنظام اللجوء المنهار في أوروبا كما هي الآن

نحو 2800 شخص فقدوا حياتهم حتى الآن خلال هذه السنة وهم يحاولون الوصول إلى بر الأمان في أوروبا. لقد تطلب الأمر انتشار صور مروعة لهذه الحوادث لتحريك بعض القادة الأوروبيين بعدما أبدوا في السابق لامبالاة إذ غير بعضهم مواقفهم السابقة وعرضوا توطين مزيد من اللاجئين في بلدانهم. المشاهد اليائسة في المجر واليونان أظهرت أن المصاعب التي يكابدها اللاجئون وطالبو اللجوء أبعد ما تكون عن الانتهاء حتى عندما يصلون إلى الاتحاد الأوروبي

لقد عاين موظفو منظمة العفو الدولية مؤخراً ظروف الاستقبال المروعة ومجموعة من البلطجية وهم يهاجمون اللاجئين ونشطاء جاءوا لدعمهم في جزيرة كوس اليونانية

وقال باحثون في منظمة العفو الدولية أيضا إنهم التقوا بأشخاص احتجزوا في المجر بدون طعام ولا ماء كما التقوا بأخرين اضطروا إلى أن يناموا في الهواء الطلق

وتُفصّل "أجندة حماية اللاجئين في أوروبا" التي أعدتها منظمة العفو الدولية المشكلات التي يجب أن تُعالج، والإجراءات العاجلة والمنسقة التي يجب اتخاذها

يجب على القادة الأوروبيين أن يتخذوا الإجراءات العاجلة التالية

- زيادة كبيرة في دعم الدول الأعضاء في الاتحاد الأوروبي الواقعة في الخطوط الأمامية حتى يتمكن من توفير ظروف استقبال إنسانية وتسريع إجراءات البت في طلبات اللجوء
- السماح بوصول اللاجئين الذين تطأ أقدامهم أراضي الاتحاد الأوروبي عن طريق الحدود البرية الخارجية
- تخفيف الضغوط الآنية على البلدان التي لها حدود خارجية مع الاتحاد الأوروبي من خلال برنامج عاجل لإعادة التوطين
- مراجعة تشريعات الاتحاد الأوروبي التي تحد من حرية الحركة لأصحاب طلبات اللجوء المقبولة في بلدان الاتحاد الأوروبي
- ضرورة توقف بلدان الخطوط الأمامية الأعضاء في الاتحاد الأوروبي عن صد اللاجئين وإنهاء انتهاكات حقوق الإنسان، بما في ذلك المعاملة السيئة والاستخدام المفرط أو غير الضروري للقوة

ويجب على القادة الأوروبيين، لكي يضمنوا حلا أكثر استدامة، أن يوفرنا طرقا آمنة وقانونية إلى الاتحاد الأوروبي لمنع الوفيات في الطرق التي تنطوي على مخاطر، والاتفاق على نظام لجوء مشترك يضمن حقوقا متساوية، بما فيها الحق في الوصول إلى الخدمات والمزايا في جميع أرجاء الاتحاد الأوروبي

وتقدر منظمة العفو الدولية أنه ستكون هناك حاجة خلال السنتين المقبلتين إلى تخصيص نحو 1.38 مليون مكان لإعادة توطين اللاجئين الأكثر ضعفا في العالم. وتدعو منظمة العفو الدولية الدول الأعضاء في الاتحاد الأوروبي إلى تخصيص 300000 مكان على الأقل خلال هذه المدة، سواء عن طريق برامج وطنية أو عن طريق برنامج إلزامي يضعه الاتحاد الأوروبي

وتختتم منظمة العفو الدولية بالقول إن "هناك أزمة لاجئين عالمية وليس أزمة لاجئين في أوروبا. لا يمكن لقادة الاتحاد الأوروبي أن يتجاهلوا هذه الأزمة أو يديروا ظهورهم للعواقب المأساوية لها. بعد شهور من المماطلة، يجب عليهم أخيرا أن ينشئوا نظاما عاجلا للاستجابة المنسقة، ويراجعوا بشكل جذري نظام اللجوء الفاشل فيها"